

L'Udaf, un acteur engagé au service des intérêts des familles héraultaises

SOCIAL

En France, l'union des associations familiales de l'Hérault intervient depuis près de 75 ans.

Aurélien Marchand
amarchand@midilibre.com

Accueil des victimes de violences conjugales, aide à l'accès au travail pour les personnes à mobilité réduite, soutien aux familles en situation d'expulsion, accompagnement des personnes âgées... Si les actions de l'union départementale des associations familiales (Udaf) de l'Hérault sont méconnues auprès du grand public, elles n'en sont pas moins vitales pour ses bénéficiaires.

L'Udaf, acteur social national et subventionné, œuvre depuis presque 75 ans en faveur des familles adhérentes des associations telles que les Paralysés de France, Entraide protestante ou Solidarité Dom-Tom, soit 34 associations représentant 3 254 familles sur le territoire héraultais. Tout un chacun peut néanmoins être amené à bénéficier de cet accompagnement, grâce à « un dispositif de militants familiaux qui portent la voix des familles, unique en Europe et dans le monde », expose fièrement Marc Pimpeterre, directeur général de l'Udaf 34.

Des ateliers pour mieux gérer son budget

Parmi ses missions inscrites dans le Code des actions sociales et des familles, l'Udaf intervient sur la défense et la représentation des familles auprès des



Construite dans les locaux de l'Udaf, rue des Frères-Lumière à Montpellier, une crèche accueille 31 enfants.

PHOTOGRAPH

L'Udaf 34 en chiffres

L'Udaf de l'Hérault a été créé le 7 octobre 1945 suite à une ordonnance nationale du 3 mars 1945 du Gouvernement de la République. L'antenne héraultaise regroupe 34 associations locales, auxquelles adhèrent 3 429 familles.

L'Udaf 34 exerce 231 représentations auprès d'instances officielles et des organismes départementaux, avec la possibilité de se constituer partie civile. L'Udaf 34 gère, en collaboration avec 110 salariés, les services qui lui sont confiés par les pouvoirs publics. Avec 1 700 mesures de protection confiées par les juges des tutelles, l'Udaf est le deuxième opérateur de la région Occitanie. Installé sur trois sites à Montpellier, Béziers et Sète, l'Udaf devrait inaugurer d'ici les prochains mois une nouvelle antenne à Lodève.



Marc Pimpeterre, directeur général de l'Udaf Hérault.

« Un dispositif qui porte la voix des familles, unique en Europe et dans le monde »

MARC PIMPETERRE,
DIRECTEUR GÉNÉRAL UDAF 34

ce que font déjà les autres organismes, mais d'aller dans les interstices qui ne sont pas comblés. À notre petite échelle, nous essayons de répondre à des besoins mal pourvus, si possible en partenariat avec d'autres associations », souligne Marc

Pimpeterre. Des actes rendus difficiles par les situations rencontrées dans mes familles, qui sont de plus en plus sur la corde raide : « Dans les familles en difficulté que nous accompagnons, il est clair que la situation ne s'arrange pas. On a de plus en plus de familles surendettées, des risques d'expulsion plus fréquents, des besoins de suivi psychiatriques lourds, ou encore des personnes qui sortent de prison sans projet de réinsertion et qui se retrouvent à la rue. Les indicateurs que l'on a ne sont pas bons, mais grâce à notre action, ces situations arrêtent de se dégrader une fois que les personnes sont prises en charge chez nous », veut positiver le

responsable.

Preuve du dynamisme et du professionnalisme de la structure, le nombre de mesures suivies est passé de 1 100 à 1 700 en dix ans, tandis que le nombre de salariés a presque doublé sur la même période (50 en 2010 à 110 aujourd'hui). Conséquence, de nouvelles antennes ont été créées à Béziers, Sète, et bientôt Lodève. « L'Etat nous accompagne avec des moyens toujours plus favorables des personnes prises en charge, il y a une volonté d'avancer. »

37 mandataires pluridisciplinaires

Sur quelles missions intervenez-vous ?

Au pôle protection des personnes et de l'enfance, l'UDAF est désigné par le juge des tutelles pour suivre 1 700 personnes sous mesure de curatelle, tutelle ou sauvegarde de justice dans le département. Des populations souvent en difficulté ou en situation de handicap, et qui ont du mal à gérer leur quotidien. Nous intervenons en tant que mesure de protection pour faire en sorte qu'elles retrouvent au maximum leur autonomie.



S. Leconte, du pôle protection des personnes et de l'enfance.

Arrive-t-on à l'Udaf en dernier recours ?

Le plus souvent, c'est par mesure judiciaire, donc un mandat contraint. Il arrive aussi que l'on vienne sur des situations encystées comme sur les dossiers de surendettement, d'expulsion, de ruptures de revenus ou de droits... Généralement, les personnes sont reconnaissantes lorsqu'on arrive à les sortir d'un mauvais pas. Depuis deux ans, l'Udaf fait le choix de ne pas augmenter la gestion du nombre de mesures pour des raisons qualitatives.

Quels sont vos métiers ?

Des conseillers en économie sociale et familiale, des assistantes sociales, des éducateurs spécialisés ou des juristes, ce qui nous donne une équipe pluridisciplinaire de 37 mandataires judiciaires, en contact avec les magistrats ou la direction départementale de la cohésion sociale. Nous rayonnons sur l'ensemble de l'Hérault pour apporter le plus de proximité avec les usagers.

Une stratégie RSE jugée vertueuse

L'Udaf 34 a été distingué pour son rôle modèle en matière de responsabilité sociétale des entreprises.

La section héraultaise de l'Udaf s'est vue remettre, par le conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables, le 28 novembre, le Prix national de la meilleure démarche RSE, parmi les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Développement du covoiturage et du télétravail, places de crèche pour les salariés, réduction des déplacements polluants, opérations de reboisement ou création de niches à oiseaux... Tout est bon pour réduire son empreinte carbone et améliorer les conditions de travail des salariés. La démarche RSE fait partie intégrante du projet associatif et concerne toutes les dimensions de l'entité. « On ne peut pas défendre les familles sans se soucier du sort des générations futures. On veut que notre planète soit la plus verte possible, y compris quand on ne sera plus là, fait entendre Marc Pimpeterre. Nous essayons aussi de concilier vie



À l'Udaf, tous les salariés sont mis à contribution pour améliorer la qualité de vie au travail.

familiale et professionnelle. Avec la création des nouvelles antennes départementales, 60 % de nos salariés résident à moins de 7 kilomètres de leur lieu de travail, et on essaye de rationaliser nos déplacements. Mieux, les salariés vont se sentir au travail, mieux ils vont pouvoir rendre service. »

Un engagement écocitoyen, fruit d'un travail collectif, qui fait l'objet d'évaluations régulières. « Agés d'administration ou d'entretien, tous les salariés sont force de proposition. Nous entendons aussi le retour des personnes que nous suivons pour améliorer les qualités d'accueil et de prise en charge.

C'est une succession de petits actes qui peuvent paraître anodins mais qui, mis bout à bout, donnent des résultats. Historiquement, on a démarré avec la norme ISO 9001, avant d'évoluer vers les Droits de l'homme pour continuer à s'améliorer », évoque Philippe Carnac, responsable qualité RSE à l'Udaf.